

TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Décembre 2020

Les phénomènes marquants en 2019

Depuis l'exercice 2017, grâce au soutien de l'Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France, le site TREND initialement implanté à Paris a étendu son champ d'observation à la Seine-Saint-Denis. Ce document synthétise l'ensemble des constats dans ces deux départements.

Tensions et évacuation définitive de la « colline »

Durant plus de dix ans, la « colline », localisée dans le XVIII^e arrondissement de Paris (Porte de la Chapelle), a été l'un des plus importants points de vente et de consommation de crack de la capitale. Située sur un talus niché entre deux bretelles d'accès au boulevard périphérique, cet endroit était également un lieu de vie pour plusieurs dizaines d'usagers installés dans des habitations de fortune. Cette scène ouverte a régulièrement fait l'objet d'opérations d'évacuations par les forces de l'ordre, entraînant un déplacement des consommateurs et des revendeurs vers d'autres sites à proximité. En 2019, des opérations de « nettoyage » du site ont été menées, engendrant la destruction totale du bidonville et l'expulsion des occupants. Avant son évacuation définitive le 13 novembre 2019, on dénombrait jusqu'à 200 passages quotidiens : le crack y était disponible 24 heures sur 24.

De nombreux observateurs ont fait état d'une hausse des phénomènes de violence en 2019. Des associations qui y intervenaient ont été amenées à quitter les lieux du fait de tensions entre usagers mais aussi entre usagers et intervenants. Ces derniers constataient que de nombreux usagers présentaient des blessures, nécessitant parfois des soins en urgence. Les fermetures du Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques liés à l'usage de drogues (CAARUD) « Boutique 18 » en fin d'année 2017, puis du Centre d'accueil et d'orientation pour migrants en avril 2018, ont favorisé la proximité entre migrants et consommateurs de crack, populations qui ne se côtoyaient pas ou peu jusqu'alors, générant conflits et tensions. Elles ont par ailleurs aggravé les conditions socio-sanitaires de ces populations.

Plusieurs usagers et professionnels des CAARUD imputent également la hausse des violences à des transformations sociales au sein de la « colline ». En effet, ce lieu a été

Mathieu Lovera,
Catherine Péquart,
Grégory Pfau,
Vincent Benso,
Tim Madesclaire

Oppelia Charonne/
Trend OFDT



géré par les usagers, favorisant une autorégulation des conflits. A partir de l'année 2018, le nombre de modous (terme wolof, langue parlée notamment au Sénégal, qui désigne les revendeurs de crack de rue) a augmenté et ils se sont peu à peu imposés comme régulateurs du lieu priorisant la gestion de l'activité de trafic au détriment de l'apaisement des rapports sociaux.

Un important dispositif policier a été mis en place et une politique de contrôle systématique des usagers de crack a été menée pour empêcher tout réinvestissement des lieux. La dispersion des usagers a compliqué l'intervention des équipes mobiles de réduction des risques et des dommages (RdRD). Une semaine après l'évacuation, un espace de repos destiné aux consommateurs de crack été ouvert à proximité mais sa fréquentation est restée limitée du fait de la dissémination des usagers et des conditions d'accès plus difficiles (impossibilité de circuler librement dans cette zone, accompagnement par un professionnel de santé pour limiter les contrôles policiers).

Enfin, l'évacuation a contribué à reconfigurer le trafic et la consommation de crack dans l'ensemble du nord-est parisien, provoquant des déplacements vers la place Stalingrad, le jardin d'Éole, et un camp de migrants proche de la Porte d'Aubervilliers.

Mobilisation autour de la santé en espace festif

Depuis 2010, le paysage festif francilien s'est largement recomposé. Au dynamisme de l'offre festive « classique » au sein d'établissements commerciaux (bars, clubs, boîtes de nuit), s'ajoute celui de soirées « underground », comme les soirées « Warehouse » organisées dans d'anciens hangars et friches industrielles, qui peuvent rassembler des populations de fêtards hétérogènes. Les pratiques de consommation de produits y ont aussi évolué, avec une diffusion de la consommation de GBL, une hausse de l'usage de kétamine et la popularité importante de la MDMA dans un contexte d'augmentation de la teneur des comprimés d'ecstasy.

Depuis 2018, des incidents liés à ces consommations ont provoqué une mobilisation des acteurs de la fête autour des questions de santé. Ainsi, le 1^{er} septembre 2019, un an après une série d'incidents (dont un décès) liés à des consommations de GBL qui avaient déjà suscité une mobilisation, le décès d'un jeune homme dans un club parisien suite à une prise de MDMA a été fortement médiatisé. Le père de la victime, médecin, a rapidement lancé une action, prenant la forme de la campagne « One life no ecstasy ». Celle-ci visait notamment à rappeler que la MDMA n'est pas une substance anodine et

Les prix des principales drogues observés à Paris et en Seine-Saint-Denis (SSD) en 2019

Produits		Zone géographique	Prix	Tendance 2018/2019
Buprénorphine haut dosage - BHD (Subutex® comprimé 8 mg)		Paris	3 à 7 €	→
Cannabis	Herbe	Paris / SSD	10 €/g	→
	Résine	Paris / SSD	5 €/g	→
Cocaïne		Paris	65 €/g	→
		SSD	50 €/g	→
Crack (galette)		Paris	12 €*, 15 €**	* ↘ ** →
		SSD	20 €***	→
Héroïne		Paris	40 €/g	
		SSD	40-50 €/g	
MDMA/ecstasy	Cristal/poudre	Paris	50 €/g	↘
	Comprimé	Paris	10 €	→
	Parachute (unité)	Paris	10 €	→
Méthadone (fiole 60 mg)		Paris	5 €	→
Sulfate de morphine (Skenan® gélule 100 mg)		Paris	5 €	→

* Prix constaté dans le métro

** Prix constaté sur les lieux de revente en surface (Stalingrad, Porte de la Chapelle)

*** Prix constaté sur les lieux de vente de type « fours »

qu'elle peut entraîner la mort. Le 20 septembre, une tribune intitulée « Overdose d'ecstasy en club : moins de répression, plus de prévention » est signée par des gestionnaires d'établissements, organisateurs, médias et personnalités dans le quotidien *Libération*. Les auteurs soutiennent que les fermetures administratives des établissements ne résolvent pas le problème de fond. Malgré les dispositifs de sécurité, des personnes continuent d'introduire des drogues en club, en font usage et certaines peuvent être victimes de complications graves. Ils réclament un développement d'actions concrètes et adaptées de RdRD dans leurs clubs – comme il en existe dans les espaces festifs plus underground – et un éclaircissement du cadre légal de ces interventions.

Fêtez Clairs, dispositif de prévention et de RdRD en espace festif, s'appuyant sur un collectif de 11 associations, a augmenté son nombre d'interventions de près de 40 % en un an (119 actions en clubs, festivals, milieux étudiants ou professionnels en 2019 contre 87 en 2018). Des affiches de prévention et d'information sont éditées et affichées dans des lieux festifs : « attention ecstasy fortement dosés » par Fêtez Clairs, « fake ecstasy » par Playsafe en partenariat avec le Centre d'addictovigilance (CEIP-A) de Paris. Impulsé par la Mairie de Paris et soutenu financièrement par l'ARS, Charonne-Oppelia et Sida Paroles, en partenariat avec Fêtez Clairs et l'inter-CAARUD festif IDF¹, proposent l'analyse de drogues comme outil de RdRD lors de plusieurs événements (Solidays, Techno Parade, Dehors Brut, Peacock Society, Dream Nation). Association de santé communautaire, Techno + continue d'intervenir sur des événements en IDF et développe un projet similaire d'analyse de produits via le soutien de la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR). L'Amicale, dernière-née des acteurs de RdRD en espace festif, a été fondée en juin 2019 par le Syndicat des organisateurs culturels libres et engagés (SOCLE, regroupement des principaux collectifs organisateurs de soirées de type warehouse en IDF), dont les membres avaient décidé de prendre eux-mêmes en charge la RdRD lors de leurs soirées.

Parallèlement à cette multiplication des activités autour de la réduction des risques liés à l'usage de drogues, la question des violences sexuelles masculines et du consentement a également mobilisé les acteurs des mondes festifs. Deux associations ont ainsi été créées pour lutter contre les violences sexuelles : « Consentis » (en 2018) et « À nous la nuit » (en 2016). Des collectifs et établissements développent des flyers, affiches et actions.

Une augmentation des usages de MDMA en dehors de l'espace festif

L'accessibilité de la MDMA reste en hausse en 2019. Jusqu'alors disponible par livraison (produit proposé aux côtés de la cocaïne et/ou le cannabis), via des commandes sur le *darknet* ou au sein des espaces festifs, ce produit est désormais vendu dans l'espace urbain. Un trafic de rue de comprimés d'ecstasy s'est implanté

dans un quartier parisien connu pour la revente de médicaments, ainsi que dans le département de Seine-Saint-Denis où des ventes de MDMA en cité ont été signalées par les forces de l'ordre. En IDF, les saisies de MDMA ont été de 41 kg en 2019 contre 25 kg en 2018. Le laboratoire de police scientifique souligne la diversification des formes et des variétés de comprimés d'ecstasy.

Ces nouveaux modes d'accès sont concomitants à l'observation de nouveaux profils d'usagers et de nouvelles logiques d'usages qui contrastent avec les représentations associant la MDMA au milieu festif. Déjà signalée comme phénomène émergent en 2018, la consommation d'ecstasy par des mineurs non accompagnés (MNA) maghrébins en errance se confirme en 2019. Par ailleurs, des usagers précaires fréquentant des CAARUD parisiens déclarent en consommer en dehors de tout contexte festif, dans une perspective de relaxation et de détente.

Distribution de « chems » et rencontres sexuelles : une articulation subtile

Depuis une dizaine d'années, les réseaux de rencontre se sont déployés au-delà des sites dédiés : des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) ne se rencontrent plus seulement sur les applications comme Grindr ou Scruff mais utilisent des groupes plus ou moins fermés sur les messageries (Messenger, WhatsApp), sur les réseaux sociaux généralistes (Facebook, Twitter) ou sur des sites de vidéo chat, pornographiques ou non. Ces systèmes sont interconnectés. Les applis ne servent plus seulement à se rencontrer mais jouent le rôle de passerelles vers d'autres réseaux qui ne sont pas communautaires. Ainsi, un contact engagé sur Grindr sera par exemple redirigé vers Twitter ou WhatsApp afin de prolonger la discussion sur les modalités de rencontre. Invitée sur l'appli, la personne est alors en contact direct avec des dizaines d'autres, formant, pour une durée variant de quelques heures à quelques semaines, une communauté sexuelle associant partage de fichiers, discussions et rencontres, notamment pour des *sex parties* réunissant des dizaines de partenaires sur plusieurs jours.

C'est dans ce contexte de rencontres sexuelles que s'inscrit la distribution de produits psychoactifs. D'abord de proche en proche, les produits circulant entre participants sous la forme d'échanges ou de partages. Ceux-ci peuvent être gratuits mais également se monnayer : par exemple une participation aux frais dans une *sex party* à domicile peut inclure l'accès à du GBL ou à de la 3-MMC. Le fait d'apporter des produits peut aussi être une condition pour accéder à la soirée. Même si la règle générale tend au « chacun apporte – et gère – ses produits », l'approvisionnement ponctuel ou l'accès à des dealers peut se faire sur les lieux de rencontre sexuelle collective.

1. Collectif d'associations de RdRD intervenant dans les espaces festifs en Île-de-France.

Plus structurés, des réseaux de vente de produits s'immiscent dans des réseaux de rencontres sexuelles organisés via des appli (Whatsapp, Twitter, telegram...). À partir d'un profil d'apparence discrète, le vendeur identifie des potentiels clients et les intègre sur ses « listes de diffusion ». Plus proche des réseaux de distribution classiques, le vendeur s'adresse à ses abonnés sans

que ceux-ci ne puissent communiquer entre eux. La spécificité de ces listes de diffusion est le marquage « gay » et « chemsex » du réseau (visuels, langages, références codées au produit). Révisées tous les deux mois, ces listes s'identifient par des références bibliques : la 3-MMC est désignée par Marie-Madeleine, la méthamphétamine par Sainte-Thérèse, etc.

Les lignes de force toujours en vigueur

Des médicaments toujours très détournés dans l'espace urbain francilien

Outre les usages détournés de sulfate de morphine (Skenan®), de buprénorphine haut dosage (Subutex®) et de méthadone, la consommation de médicaments psychotropes hors cadre thérapeutique est commune à l'ensemble des usagers fréquentant l'espace urbain.

Les benzodiazépines sont la classe de médicament la plus détournée. Le clonazépam (Rivotril®) est consommé par des personnes en situation de grande précarité, majoritairement par voie orale, et sa disponibilité semble régresser au profit de la prégabaline (Lyrica®), proposée par les mêmes revendeurs. Quant au diazépam (Valium®), il reste la benzodiazépine la plus disponible au marché noir, consommé dans des logiques variées (automédication, recherche de sédation, amortissement de la descente de stimulants) et par des publics divers (personnes en situation de précarité d'origines variées, les personnes issues du Maghreb préférant la voie ingérée, alors que celles originaires d'Europe de l'Est et du Caucase pratiquent plus souvent l'injection). L'oxazépam (Seresta®) semble répondre aux mêmes fonctions et logiques d'usages. Le zolpidem (Stilnox®), médicament hypnotique apparenté aux benzodiazépines, ne fait pas l'objet d'un trafic organisé mais son usage par la voie intraveineuse a été rendu visible au sein de la salle de consommation à moindre risque (SCMR). Les usagers, généralement polyconsommateurs (Skenan®, crack, alcool), décrivent des effets dissociatifs et hallucinogènes.

La prégabaline (Lyrica®) fait toujours, en 2019, l'objet de détournements par des groupes d'usagers aux profils variés. Les usages les plus visibles sont le fait de consommateurs originaires d'Europe de l'Est et du Caucase, et de MNA qui consomment ce produit de façon opportuniste aux côtés d'autres psychotropes (alcool, cannabis, benzodiazépines, MDMA). Le Lyrica® a été impliqué dans le décès de deux étudiants en 2019, ce qui suggère une diffusion du produit dépassant les espaces habituellement observés par TREND. Le signalement de plusieurs surdoses liées à des consommations de Lyrica® en Seine-Saint-Denis, la disponibilité et l'accessibilité en hausse via le marché de rue, et l'augmentation des ordonnances

falsifiées rapportée par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) semblent renforcer l'hypothèse de la diffusion de ce produit.

Désormais délivrée sur ordonnance, la codéine ne semble pas faire l'objet de détournements autres que par des mineurs ou jeunes majeurs insérés ne fréquentant pas les structures médicosociales, ou par des petits groupes communautaires (Sikhs du Pendjab fréquentant un CAARUD de Seine-Saint-Denis). Il en est de même pour le tramadol, qui fait l'objet de mésusages de la part de quelques MNA et dont le trafic semble suivre les mêmes canaux que ceux liés au Lyrica®.

Marketing toujours plus poussé des revendeurs

L'utilisation de techniques de marketing par les revendeurs de drogues n'est pas un phénomène nouveau mais il continue à prendre de l'ampleur : l'usage de SMS promotionnels se généralise, la dégressivité des prix, les promotions du type « trois grammes achetés, le quatrième offert » ou l'offre de cadeaux divers (feuilles à rouler, échantillons gratuits, jeux à gratter) sont des exemples de pratiques de marketing importées du marché légal. L'offre des livreurs semble également se diversifier, incluant des produits « packagés » achetés sur des sites internet de vendeurs situés dans des régions du monde où le marché du cannabis est légal et régulé (Canada, certains États des États-Unis).

L'utilisation de ces techniques de marketing par des points de revente fixes (fours de cités) est, à la différence de la vente par livraison, un phénomène relativement nouveau. Si l'offre de « goodies » a déjà été évoquée en 2018, de nouvelles techniques promotionnelles ont été observées cette année à Aulnay-sous-Bois, Sevran, Pierrefitte et Épinay-sur-Seine, telles que l'utilisation de packaging innovants (sachets colorés, boîtes de conserve pour conditionner l'herbe ou la résine) ou la création de marques figurant sur l'emballage (Kaliweed, French Coffee), parfois liées au point de vente (avec mention du nom de la cité ou de l'immeuble où se déroule le trafic). Enfin, certains de ces points de vente apposent des affiches publicitaires à l'entrée du lieu de deal ou développent de véritables campagnes sur des réseaux sociaux tels Snapchat.

Diffusion des usages de kétamine et diversification des modes de revente

Observée progressivement depuis le début des années 2010, la diffusion de la kétamine s'amplifie en 2019 dans tous les espaces festifs observés (les free parties où elle est traditionnellement consommée, mais également les discothèques, clubs, festivals, etc.) et semble répondre à une demande plus importante de la part d'un public dont les profils se diversifient. En effet, les usagers réguliers de kétamine sont d'âge et de situations sociales variés (des jeunes, étudiants ou en situation de précarité économique, aux quarantennaires plutôt aisés), fréquentent des contextes et espaces festifs différents (des établissements commerciaux comme les clubs, aux soirées plus underground comme les warehouse parties, soirées festives gay...)

La disponibilité de la kétamine a été constante en 2019, aucune période de pénurie n'ayant été rapportée contrairement aux années précédentes. Le produit semble bénéficier de représentations plus positives qu'auparavant et est devenu accessible en dehors des espaces festifs, par le biais de livraisons.

La majorité des livreurs de kétamine propose également de la MDMA et utilise des techniques de marketing (promotions, relances par SMS) jusqu'alors réservées aux autres produits, ce qui laisse supposer que la kétamine s'intègre dans des réseaux engagés dans le trafic d'autres substances et n'est plus le seul fait d'usagers-revendeurs fréquentant l'espace festif techno. Cette hypothèse est confortée par le constat des services de police selon lesquels la majorité des saisies aboutissent à des saisies de MDMA. Ces différents éléments, ainsi que la quasi-disparition de la forme liquide au profit de la forme chlorhydrate, sont analysés par les services d'application de la loi comme résultant de la professionnalisation de la filière. En 2019, l'apparition d'une nouvelle forme (réelle ou supposée) de kétamine dénommée « paillette » a également été observée.

La kétamine se diffuse également au sein de l'espace festif gay où elle est proposée via des applications de rencontre, mais semble concerner majoritairement des consommations festives, en club ou en soirées, plutôt qu'en contexte sexuel comme c'est le cas d'autres substances telles que les cathinones.

Focus sur d'autres points

Les usages de benzodiazépines dans l'espace festif

Les usages de benzodiazépines dans l'espace festif alternatif ne sont pas un phénomène nouveau. Ils ont pour fonction principale d'atténuer la descente de produits stimulants (cocaïne, amphétamines, MDMA) et/ou de faciliter l'endormissement à l'issue d'une période de fête et de consommation. Ils semblent néanmoins faire l'objet d'une plus grande visibilité, au-delà parfois de l'espace festif alternatif (soirées privées, clubs), liée à des représentations moins négatives généralement associées aux traitements médicamenteux de l'anxiété et des crises d'angoisse. Les observations ethnographiques rapportent des transactions marchandes d'alprazolam (Xanax®) au prix de 5 euros le comprimé lors de soirées en clubs, ainsi que des usages de benzodiazépines dans une fonction de « défonce » par des jeunes de 18-25 ans lors de soirées alternatives ou privées.

Surveiller ce phénomène semble important pour deux raisons. D'une part, plusieurs usagers et intervenants évoquent un nouveau mode d'approvisionnement via le *darknet*, où ces comprimés (parfois des contrefaçons) sont proposés en complément de drogues illicites telles que la MDMA ou des NPS. D'autre part, cette tendance s'inscrit dans un contexte européen de disponibilité de ce type de produits dans les espaces festifs. Des échantillons de faux comprimés de Xanax® ont ainsi été analysés en Europe en 2019,

contenant des « nouvelles benzodiazépines » ou des dérivés du fentanyl. En IDF, un échantillon de cocaïne coupée à l'alprazolam a été analysé. Selon l'usager à l'origine de la collecte, il provenait du « milieu de la teuf ».

Protoxyde d'azote

Utilisé en médecine et par l'industrie alimentaire, le protoxyde d'azote (N₂O, surnommé gaz hilarant) n'est pas classé comme un produit stupéfiant. Les cartouches contenant le gaz sont vidées dans un ballon de baudruche puis inhalées afin de ressentir un étourdissement de quelques minutes. Depuis les années 2000, son usage semblait se limiter à la scène festive alternative ainsi qu'à certaines soirées étudiantes organisées au sein d'établissements festifs commerciaux.

En IDF, ces usages détournés se sont amplifiés à partir de 2017, la consommation de N₂O se diffusant dans d'autres contextes (soirées privées, soirées étudiantes, espaces publics de certains quartiers populaires franciliens mais également aux « beaux quartiers » parisiens). Visible en raison des capsules métalliques abandonnées sur la chaussée, la consommation de ce gaz semble toucher particulièrement les jeunes garçons entre 12 et 25 ans. Plusieurs municipalités de Seine-Saint-Denis ont signé des arrêtés prohibant la détention de N₂O et sa revente aux mineurs.



Bien que les professionnels des Consultations jeunes consommateurs (CJC) ne relèvent pas en 2019 de consultations liées à des consommations problématiques de N₂O, depuis 2016 plusieurs signalements d'effets sanitaires graves ont été émis. En effet, en cas de consommation chronique importante, des risques de carences en vitamines B12 et de troubles neurologiques existent. En 2019, l'hôpital Bichat a identifié un cas de myélite (atteinte de la moelle épinière pouvant entraîner des symptômes sensitifs et moteurs liés ici à des expositions massives et prolongées au protoxyde d'azote).

Crise sanitaire 2020 – Covid-19

Le développement de l'épidémie de Covid-19 et l'instauration des mesures de confinement par les pouvoirs publics à la mi-mars 2020 sont venus modifier les pratiques de consommation de drogues, les activités des structures d'addictologie et de réduction des risques, et perturber les activités des réseaux de trafic. L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), à travers son dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND), a souhaité recueillir des informations afin de documenter ces évolutions. La mobilisation des huit coordinations locales a donné lieu à deux publications, les « bulletins TREND/COVID-19 », en ligne sur le site de l'OFDT : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

LE DISPOSITIF TREND NATIONAL ET LOCAL

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'OFDT s'appuie sur un réseau de huit coordinations implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse.

Celles-ci mettent en œuvre des outils d'enquête qualitatifs (observations ethnographiques, groupes focaux, entretiens individuels et collectifs...), afin de repérer, documenter et contextualiser les phénomènes émergents et les tendances récentes en matière de drogues illicites et de médicaments détournés. Elles recueillent leurs informations auprès d'acteurs (usagers, professionnels ou intervenants associatifs du secteur sociosanitaire, forces de l'ordre, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales.

Deux espaces particulièrement concernés par les usages de produits psychoactifs sont investigués : l'espace de la marginalité urbaine (rue, squats, zones de deal, structures de réduction des risques et d'addictologie) et l'espace festif techno regroupant la scène alternative (free parties) et commerciale (clubs, discothèques, bars).

Chaque site participe également, par ses collectes de produits et par la transmission de signaux d'alerte, au système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES) qui assure une veille sur des produits nouveaux ou inhabituellement dangereux et sur le contenu toxicologique des substances en circulation.

La coordination du site de Paris, qui bénéficie du soutien financier de l'ARS Île-de-France, est confiée à l'association Charonne.



Directeur de la publication : Julien Morel d'Arleux

Coordination rédactionnelle : Clément Gérome, Fabrice Guilbaud

Relecture : Michel Gandilhon, Clément Gérome, Maitena Milhet, Carine Mutatayi, Ivana Obradovic, Caroline Protais

Remerciements : Vincent Benso, Tim Madesclaire, Yves Bouillet (ethnographie de terrain) et à l'ensemble des usagers contribuant au dispositif. Merci à Sevag Chenorhokian, à l'ensemble des collecteurs SINTES, aux membres des groupes focaux des champs d'application de la loi et sanitaire ainsi qu'à l'Agence régionale de santé Ile-de-France.

Conception graphique et réalisation : Frédérique Million (OFDT)

[Crédits photos : © victorptorres / © Photographee.eu - Fotolia.com / © Frédérique Million (OFDT)]

OFDT

69 rue de Varenne
CS 70780 - 75700 Paris cedex 07
Tél. : 01 41 62 77 16
ofdt@ofdt.fr

Association Charonne

3, quai d'Austerlitz
75013 Paris
Tél. : 01 48 07 57 00

Contact de la coordination
du site TREND IdF :
gregory.pfau@charonne.asso.fr